

BRÈVES ÉCONOMIQUES Service économique régional de Canberra

Le Service économique régional (SER) de Canberra est heureux de partager les brèves Australie, Nouvelle-Zélande, Pacifique du 24 au 30 octobre 2025.

À Retenir

- Australie : Vers la validation automatique des investissements étrangers à bas risque
- Nouvelle-Zélande : Les actionnaires de Fonterra approuvent la vente des activités grand public à Lactalis
- Pacifique : La Banque asiatique de développement mise sur les investissements privés pour soutenir un développement durable dans le Pacifique

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

Australie

3,2%

Inflation au T3 2025

L'inflation australienne a atteint 3,2 % en glissement annuel au T3 2025, contre 2,1 % au T2. Il s'agit de la plus forte hausse des prix depuis le T2 2024. Les prix de l'électricité ont augmenté de 9 % par rapport au trimestre précédent et de 24 % en g.a., une hausse expliquée par la fin de plusieurs programmes de subventions. La hausse des prix de l'alcool et du tabac (+5,9 %), de l'éducation (+5,3 %) et du logement (+4,7 %) a aussi contribué à la hausse de l'inflation. Le taux d'inflation à moyenne tronquée, qui exclut les variations les plus fortes, atteint 3,0 % en glissement annuel, soit la limite supérieure de la fourchette cible de la Banque de réserve. La hausse des prix dépasse les prévisions et rend peu probable une nouvelle baisse du taux directeur cette année, malgré la hausse du chômage enregistrée en septembre. [ABC](#), [ABS](#)

Retour sur

Le Service économique régional a effectué une mission en Nouvelle-Zélande afin de participer à deux temps forts de la relation bilatérale économique.

L'Ambassadrice de France en Nouvelle-Zélande Laurence Beau a ouvert le Sustainability Forum organisé par la Chambre de commerce et d'industrie franco-néo-zélandaise (FNZCCI), aux côtés de l'Ambassadeur de la Délégation UE Lawrence Meredith. Les échanges ont porté sur les enjeux de durabilité et sur les coopérations possibles entre l'Europe et la Nouvelle-Zélande, pour faire de la transition écologique un moteur de croissance. Dans un second temps, les équipes ont participé au EU-New Zealand Business Summit, en présence du Premier Ministre Christopher Luxon, du vice-Premier Ministre David Seymour, du Ministre du Commerce et de l'Investissement Todd McClay, et du Commissaire Européen Maros Sefcovic. L'Ambassadrice de France y a mené la délégation réunissant une vingtaine d'entreprises françaises telles que CMA CGM, Airbus ou Egis étaient d'ailleurs représentées pour l'occasion. Le savoir-faire français y a été mis à l'honneur, notamment au travers du succès récent d'Alstom à Wellington et des investissements de LVMH dans les vignobles de Marlborough. Le service économique a rappelé le dynamisme et la diversité de l'écosystème français en Nouvelle-Zélande. Cette mission contribue à ouvrir de nouvelles perspectives de coopération durable.





AUSTRALIE

Vers la validation automatique des investissements étrangers à bas risque

Le Trésorier Jim Chalmers a annoncé vouloir réformer le processus d'approbation des investissements étrangers. Il prévoit notamment la validation automatique des investissements proposés par des partenaires étrangers de confiance pour des projets peu risqués. Le projet de réforme entend réduire les délais actuels : en 2023-24, seulement 35 % des demandes d'investissement étaient approuvées en moins de 30 jours. Le Trésorier a annoncé vouloir porter cette proportion à 50 % d'ici la fin de l'année. Le projet de réforme inclut également un renforcement des contrôles pour les investissements dans des secteurs sensibles, une réponse à l'intérêt croissant des entreprises chinoises pour les infrastructures critiques et le secteur minier du pays. Selon une enquête de *Infrastructure Partnerships Australia*, les procédures administratives constituaient un défi pour 56 % des investisseurs. Cette réforme du cadre légal autour des investissements étrangers est la deuxième du gouvernement Albanese, alors que l'Australie tente d'attirer les investisseurs face à une compétition internationale accrue. [AFR](#)

Un plan de 20 milliards AUD pour renforcer les liens économiques avec l'ASEAN

Le gouvernement australien a annoncé un programme de 20 milliards AUD, destiné à renforcer les liens économiques avec les pays de l'ASEAN. Présenté lors de l'ASEAN-Indo-Pacific Forum 2025, ce plan vise à stimuler les échanges commerciaux, à attirer l'investissement privé et à encourager les partenariats technologiques dans la région. Plusieurs projets ont déjà été identifiés : soutien au développement agricole au Laos, investissements dans l'énergie propre en Thaïlande, modernisation des infrastructures au Vietnam et amélioration de la logistique régionale via Toll Group. Pour mobiliser davantage de capitaux privés, Canberra prévoit d'engager 175 millions AUD dans l'IFM Investors Asia Fund, afin d'ouvrir les marchés de l'ASEAN aux grands fonds de pension australien, ainsi qu'un apport de 50 millions USD pour la création d'un nouveau véhicule d'investissement en infrastructures, piloté par Plenary Group. Le plan inclut aussi des mesures administratives pour faciliter les investissements étrangers : création d'un guichet unique et simplification des procédures de visa pour les entreprises. Cette initiative marque une étape importante dans la stratégie australienne visant à consolider sa présence économique et diplomatique en Asie du Sud-Est. [BusinessToday](#)

Arafura Rare Earths lève 475 millions AUD pour son projet de terres rares à Alice Springs

La société australienne Arafura Rare Earths a annoncé une levée de fonds de 475 millions AUD pour financer le développement du projet Nolans, combinaison d'une mine et d'une usine de traitement de terres rares située près d'Alice Springs. L'opération prend la forme d'une augmentation de capital au prix de 0,28 AUD par action, soit une décote d'environ 25 % sur le dernier cours de clôture. Cette levée de capitaux intervient dans un contexte de forte demande mondiale en minerais critiques, notamment pour la production d'aimants permanents utilisés dans les véhicules électriques et les éoliennes. L'opération est soutenue

par un engagement d'environ 100 millions USD de la part de l'agence Export Finance Australia, confirmant l'intérêt stratégique du projet pour la souveraineté industrielle australienne. Avec ces nouveaux financements, Arafura espère accélérer la phase de construction du site, contribuant ainsi à renforcer la place de l'Australie dans la chaîne d'approvisionnement mondiale des terres rares, aujourd'hui largement dominée par la Chine. [The Australian](#)

L'Australie et la Nouvelle-Zélande se rapprochent en matière commerciale

Les ministres australien et néo-zélandais en charge du commerce se sont rencontrés début octobre et ont discuté des conditions actuelles du commerce mondial. Ils ont annoncé qu'ils intensifieraient les alignements entre *Standards Australia* et *Standards New Zealand*, et qu'ils exploreraient des approches de type marché unique pour renforcer leurs liens commerciaux. Ils prévoient d'agir de concert à la prochaine réunion ministérielle OMC (MC14) pour faire progresser les projets de réforme de l'organisation. Rappelant l'importance de continuer à œuvrer pour améliorer le caractère ouvert et équitable du commerce agricole mondial, ils ont salué l'entrée en vigueur de l'accord OMC sur les subventions à la pêche. [Minister Farrell](#), [RNZ](#)

Tomago Aluminium alerte sur la viabilité de son approvisionnement énergétique après 2028

Tomago Aluminium, la plus grande fonderie d'aluminium d'Australie et un acteur industriel majeur en Nouvelle-Galles du Sud, a alerté sur la viabilité de ses opérations au-delà de 2028 faute de certitude sur le renouvellement de son contrat d'électricité. L'énergie représente près de 40% de ses coûts de production, et l'entreprise dépend aujourd'hui d'un approvisionnement largement fondé sur les énergies fossiles. Les négociations pour un nouveau contrat se heurtent à une forte hausse des prix, liée à la tension sur le réseau et aux coûts liés à la transition énergétique. L'entreprise estime que le basculement vers une alimentation en électricité 100% renouvelable ne pourra intervenir qu'au début des années 2030, créant un risque d'interruption ou de réduction de la production dans l'intervalle. Les autorités fédérales et régionales ont été sollicitées pour sécuriser une solution énergétique compétitive. Tomago emploie plus de 1000 personnes et contribue à la stabilité du réseau local en modulant sa consommation en période de pointe, ce qui renforce l'enjeu de sa pérennité. Cette situation illustre les arbitrages complexes auxquels l'Australie est confrontée : concilier transition énergétique, compétitivité industrielle et sécurité des approvisionnements. [AFR](#)

L'uranium pourrait être le prochain secteur en plein essor en Australie-Occidentale

Le Premier ministre Roger Cook subit une pression intense pour lever les restrictions imposées par l'Australie occidentale sur l'exploitation minière de l'uranium, dans un contexte de flambée des prix et de promesses gouvernementales en faveur d'une énergie plus propre. Le géant minier canadien Cameco fait partie d'une multitude d'entreprises du secteur des ressources qui poussent le gouvernement Cook à reconsidérer son interdiction effective de l'exploitation minière d'uranium, arguant que l'Australie-Occidentale doit réagir à la nouvelle demande

mondiale pour cette ressource, alimentée par les efforts de décarbonisation et l'évolution du paysage géopolitique. Pourtant, l'un des plus puissants syndicats de l'Etat continue de s'y opposer. [AFR](#)

La Grande Barrière de Corail évaluée à 95 Mds AUD soutient 77 000 emplois.

Selon le dernier rapport de recherche publié par la *Great Barrier Reef Foundation*, qui a mesuré la contribution économique du récif à l'Australie, la Grande Barrière de Corail contribue désormais à hauteur de plus de 9 Mds AUD par an à l'économie nationale, en tant que cinquième employeur d'Australie. Ce site classé au patrimoine mondial soutient désormais 77 000 emplois équivalents à temps plein. Avec une valeur estimée à 95 milliards de dollars, le récif a connu une augmentation de 69 % depuis 2017, où sa valeur était estimée à 56 Mds AUD. Le gouvernement australien a investi un montant record de 1,2 Mds AUD sur neuf ans, jusqu'en 2030, afin d'accélérer les mesures visant à protéger et à restaurer le récif, et de soutenir sa contribution à l'économie et à l'emploi. Cet investissement permet une gestion du récif à la pointe au niveau mondial, améliore la qualité de l'eau, soutient la pêche durable et la science afin d'aider le récif à s'adapter aux effets du changement climatique. Il contribue également à la mise en œuvre du plan de durabilité à long terme 2050 pour la Grande Barrière de Corail, le plan de mesures correctives le plus complet jamais élaboré pour un site classé au patrimoine mondial. [DCCEEW](#)

Le gouvernement fédéral consacre 27 M AUD à l'adaptation à la sécheresse

Alors que des régions australiennes connaissent une situation de sécheresse depuis plusieurs mois, le gouvernement fédéral a annoncé un budget de 27 M AUD pour la résilience à la sécheresse. A l'approche de l'été, cette enveloppe financera le déploiement et l'adoption de pratiques limitant les usages en eau, ou de drones et de systèmes robotiques permettant des optimisations. [Minister Collins](#), [Farmonline](#)

NOUVELLE-ZELANDE

La croissance démographique recule dans toutes les régions

La population néo-zélandaise a augmenté de 0,7 % l'année précédant juin 2025 pour atteindre 5,3 millions d'habitants. L'année précédente, le pays avait enregistré une croissance démographique de 1,7 %. La croissance a ralenti dans les 16 régions du pays, et a même été négative dans 4 d'entre elles (Nelson, Marlborough, Gisborne, Hawke's Bay). Canterbury, la région de Christchurch, enregistre la plus forte croissance démographique du pays (+1,1 %), tandis que la population de Wellington reste quasiment inchangée. La capitale a enregistré un solde migratoire international de -1700, alors que l'émigration devient une préoccupation importante pour le pays. La détérioration du solde migratoire joue ainsi un rôle important dans le ralentissement de la démographie : en excluant la crise du Covid, c'est la première fois en

une décennie que la croissance naturelle de la population (+21 000) est plus élevée que le solde migratoire net (+13 700). [Stats NZ](#)

Les travaux s'accroissent pour mettre en œuvre les réformes dans le domaine de la sécurité des transports terrestres

Le gouvernement néo-zélandais accélère la mise en œuvre de son programme de modernisation des règles relatives à la sécurité des transports terrestres en Nouvelle-Zélande. Le ministre des Transports, Chris Bishop, a confirmé que la consultation publique débutait aujourd'hui sur trois domaines importants: révision de la fréquence des contrôles techniques et des certificats d'aptitude ainsi que des exigences en matière d'inspection pour les véhicules légers, simplification des autorisations pour les véhicules lourds et examen d'exigences de sécurité supplémentaires pour les véhicules entrant dans le parc automobile. [Beehive.govt.nz](#)

La Banque centrale néo-zélandaise réduit ses effectifs de 20 % dans un contexte de rigueur budgétaire

La Reserve Bank of New Zealand a annoncé une importante réduction de 20% de ses effectifs, depuis mars 2025, conséquence directe de l'effort de rationalisation imposé par le gouvernement, qui exige une baisse de 25 % des dépenses publiques pour l'exercice 2025-2026. Le gouverneur Christian Hawkesby a rappelé la nécessité de préserver l'indépendance de la banque centrale, soulignant que la conduite de la politique monétaire requiert une autonomie totale pour garantir la stabilité économique et la confiance des marchés. Ces coupes interrogent cependant sur la capacité de la RBNZ à assurer l'ensemble de ses missions, notamment la supervision financière et l'ajustement des taux directeurs, dans un contexte économique incertain. Pour plusieurs observateurs, la tension est désormais palpable entre exigence de discipline budgétaire et maintien d'une banque centrale pleinement opérationnelle. [Reuters](#)

Les actionnaires de Fonterra approuvent la vente des activités grand public à Lactalis

Le 30 octobre, les actionnaires de la coopérative laitière, plus grosse entreprise de Nouvelle-Zélande, ont voté à 88,47% pour la vente des activités grand public et marques de consommateurs de Fonterra au géant français Lactalis, numéro un mondial du secteur. La vente représente un montant de 4,22 Md NZD, que Fonterra prévoit d'utiliser pour investir dans les segments des ingrédients laitiers pour l'industrie et des chaînes professionnelles du food service et de la cuisine. La vente reste conditionnée à plusieurs autorisations en attente, dont celle de l'*Overseas Investment Office* néo-zélandais, et celle du *Financial Investment Review Board* australien. Les partenaires envisagent une concrétisation de l'opération début 2026. [Farmers Weekly](#), [RNZ](#)

Les actionnaires d'Alliance valident la vente de 65% des parts de la coopérative à l'Irlandais Dawn Meats

Le 20 octobre, les actionnaires de la coopérative néo-zélandaise de viande Alliance ont voté en faveur du rachat de 65% des parts par le groupe irlandais d'abattage-découpe Dawn Meats, pour un montant de 270 M NZD. Le conseil d'administration d'Alliance avait indiqué que cette opération était nécessaire pour la viabilité financière de la coopérative, en difficulté. Fin septembre, les éleveurs actionnaires avaient mis sur la table une alternative pour recapitaliser la coopérative, qui n'a pas été retenue. [Farmers Weekly](#), [Farmers Weekly](#)

PACIFIQUE

La Banque asiatique de développement mise sur les investissements privés pour soutenir un développement durable dans le Pacifique

La Banque asiatique de développement (ADB) a présenté sa stratégie 2025-2030, qui vise à accroître le rôle du secteur privé dans le financement du développement durable en Asie-Pacifique. L'objectif est de mobiliser chaque année environ 13 milliards USD d'investissements privés d'ici 2030, en complément des financements publics. En 2023, la banque avait engagé 23,6 milliards USD, dont 9,8 milliards USD dédiés à la lutte contre le changement climatique. Pour le Pacifique, la stratégie met l'accent sur l'amélioration de l'accès au financement, le renforcement des capacités locales et le soutien aux petites entreprises, notamment celles dirigées par des femmes et des jeunes. L'ADB cherche ainsi à surmonter les contraintes propres aux économies insulaires (isolement géographique, faible taille des marchés, manque de capitaux), en favorisant énergies propres, résilience climatique et transformation numérique. L'approche vise à faire évoluer le financement du développement de l'échelle des milliards à celle des trillions, grâce à une mobilisation accrue du capital privé. [IslandsBusiness](#)

L'aide au développement repasse sous son niveau prépandémie

La réduction de l'aide en provenance de Nouvelle-Zélande et d'autres partenaires occidentaux a un impact important sur l'évolution des projets dans la région, alerte un rapport de l'institut Lowy. Le montant total des aides dans la région a diminué de 16 % entre 2022 et 2023, une baisse notamment ressentie pour les Fidji (-57 %) et les Palaos (-61 %). Le montant investi est maintenant inférieur à son niveau prépandémie. Le changement de politique de Wellington participe largement à cette diminution : la Nouvelle-Zélande a privilégié des projets stratégiques, axés contre l'influence chinoise. Le montant de l'aide néo-zélandaise devrait ainsi diminuer de 35 % d'ici 2027. La Chine se détourne également des prêts importants au profit de subventions finançant des projets locaux, une stratégie populaire parmi les populations du Pacifique. Ces dynamiques renforcent la place de l'Australie comme principal partenaire des PEID du Pacifique, comptant pour 43 % de l'aide investie dans la région. [RNZ](#)

Les visas étudiants, une voie d'émigration à la popularité croissante aux Fidji

Les visas étudiants sont de plus en plus utilisés comme étape dans l'émigration de long terme, notamment vers l'Australie, selon un rapport de Westpac sur les Fidji. Entre 2021 et 2024, le

nombre de Fidjiens vivant en Australie a augmenté de 21 %. Il s'établit désormais à 92 250, correspondant à un dixième de la population du pays. L'accord de visas étudiants participe à la hausse de l'émigration de long terme : en 2024, 8 117 visas ont été accordés à des étudiants fidjiens, mais seulement 4 000 d'entre eux ont intégré leur université d'accueil. En mai 2025, déjà 5 458 étudiants fidjiens avaient obtenu un visa pour l'année suivante, malgré les restrictions sur le travail à temps partiel mises en place par Canberra. Le rapport de Westpac préconise un renforcement de la coopération régionale et le développement d'opportunités locales pour contenir le phénomène, critiqué pour son rôle dans les pénuries de main-d'œuvre dans le pays. [Fiji Times](#)

PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES

	Population (M)	PIB (Md USD)	PIB/hab	Croissance (%)			Solde courant (% du PIB)	Dette publique brute (% du PIB)	Taux de chômage (%)	Taux directeur (%)	Inflation (%)
		2024	2024	2024	2025(p)	2026 (p)	2024	2024			
Australie	27,5 (T2 2025)	1 795	65 529	1,0	1,8	2,1	-1,9	50,7	4,5 (Sept-25)	3,6 (Août-25)	3,2 (T3-25)
Nouvelle-Zélande	5,3 (T2 2025)	258	48 839	-0,6	0,8	2,2	-6,1	50,2	5,2 (T2-25)	2,5 (Oct-25)	2,7 (T2-25)

	Population (M)	PIB (Md USD)	PIB/hab (USD)	Croissance (%)			Compte courant (% du PIB)	Dette publique (% du PIB)	IDH (rang mondial)	Inflation (%)
	2024	2024	2024	2024	2025 (p)	2026 (p)	2024	2024	2025	2024
Papouasie-Nouvelle-Guinée	12,5	31,9	2 548	3,8	4,7	3,5	15,2	53,7	160	0,7
Fidji	0,9	6,0	6 466	3,5	3,2	3,1	-7,8	79,1	111	1,3
Îles Salomon	0,8	1,8	2 271	2,5	2,7	2,8	-3,7	22,1	156	5,6
Vanuatu	0,3	1,1	3 159	0,9	1,7	2,8	-15,4	45,3	146	-0,7
Samoa	0,2	1,2	5 573	4,6	2,7	3,2	4,4	25,2	122	0,8
Kiribati	0,1	0,3	2 425	5,3	3,9	3,2	-19,3	9,9	140	2,9
Tonga	0,1	0,6	5 636	2,1	2,7	2,3	-3,8	37,0	92	6,4
Micronésie	0,1	0,5	4 958	0,7	1,0	1,4	1,1	10,9	149	3,0
Îles Marshall	0,04	0,3	7 395	3,0	2,5	4,1	14,0	13,2	108	5,7
Palaos	0,02	0,3	17 889	12,0	4,5	3,3	-22,2	66,3	84	2,3
Nauru	0,01	0,2	13 500	1,6	2,1	1,9	6,2	17,4	124	12,3
Tuvalu	0,01	0,1	5 600	3,1	3,0	2,6	7,3	7,0	129	4,5

Sources: FMI et données nationales

À NE PAS MANQUER !

Focus : Exposition Grand Paris Express (24-28 novembre, Melbourne)



A l'occasion du salon AusRail 2025, l'Ambassade de France en Australie, en partenariat avec Keolis SNCF, RATP Dev, Transdev, Bouygues, Systra, Vinci et la Société des Grands Projets, présentera une exposition dédiée au Grand Paris Express du 24 au 28 novembre à Melbourne. Cet événement mettra en lumière le savoir-faire français dans le domaine du transport urbain, de l'ingénierie ferroviaire et de l'innovation durable. Le Grand Paris Express, le plus gros projet d'infrastructure d'Europe avec 200km de nouvelles lignes de métro et 68 gares, incarne une nouvelle génération de transports publics, plus connectés et performants. Au fil de la semaine, les partenaires français bénéficieront de temps dédiés pour présenter leurs technologies, leurs projets et leur vision de la mobilité. Mais l'ambition va au-delà de la démonstration de compétences : l'exposition vise à ouvrir un dialogue stratégique avec l'Australie, à comprendre ses défis en matière de transport et à partager les enseignements du Grand Paris Express dans un contexte d'investissements massifs dans le ferroviaire. L'objectif est de renforcer la coopération franco-australienne dans les grands projets de transport et d'infrastructures.

Événements à venir

Melbourne	13 novembre	<u>FACCI</u>	Electric Vehicles & the Grid: Driving Flexibility in Transport	<u>Inscrivez-vous ici !</u>
Brisbane	19 novembre	<u>FACCI</u>	European end of year Celebration	<u>Inscrivez-vous ici !</u>
Melbourne	24-28 novembre	<u>Ambassade de France en Australie</u>	Exposition Grand Paris Express	<u>Pour plus d'informations : nous contacter !</u>
Melbourne	24-28 novembre	<u>Business France</u>	Salon AusRaiL- Délégation d'entreprises françaises	<u>Pour plus d'informations : nous contacter !</u>

Nous contacter : ines.abderrahmane@dgtresor.gouv.fr

Vous avez manqué nos dernières brèves ? Retrouvez-les ici

[LinkedIn du SER de Canberra](#)

[Site internet du SER de Canberra](#)

Pour recevoir nos brèves directement dans votre boîte mail, [inscrivez-vous en cliquant ici](#).

Clause de non-responsabilité : Les Brèves économiques du Service économique régional de Canberra, rédigées à partir d'informations publiques, sont à but strictement informatif. Le SER décline toute responsabilité quant à l'utilisation qui pourrait être faite des informations qu'elles contiennent.

SER de Canberra

6 Perth avenue Yarralumla, Canberra ACT 2600, AUSTRALIE

Vous avez reçu cet email parce que vous vous êtes inscrit à notre newsletter.

[Se désinscrire](#)